



LE MÉPRIS : NOUVELLE MÉTHODE DE MANAGEMENT ?

LES JOURS PASSENT ET SE RESSEMBLENT...

Depuis plusieurs mois, **FO Justice** ne cesse d'alerter la direction sur les dérives du service des agents.

Qu'est-ce qui a changé depuis ?

RIEN !

La fracture entre certains personnels et l'OMAP ne cesse de se creuser. De nombreux agents ne souhaitent même plus échanger avec ce service, tant le sentiment d'injustice, d'incompréhension et de mépris est devenu important.

FO Justice a saisi la direction afin de l'alerter sur plusieurs pratiques devenues inacceptables.

DES ASTREINTES DÉGUISÉES

Certains agents sont positionnés en **VO lors de leur saut de nuit**.

Dans les faits, il leur est demandé de rester disponibles dans l'attente de savoir s'ils devront finalement venir travailler.

Cela constitue une véritable **astreinte déguisée**.

Or, les astreintes sont encadrées et doivent notamment ouvrir droit à compensation ou rémunération.

DES RAPPELS SANS AUCUNE INFORMATION

D'autres agents sont positionnés en rappel sans avoir été personnellement avertis.

Lorsqu'ils ne se présentent pas, faute d'avoir eu connaissance de cette modification, ils se voient ensuite attribuer un **AB1**.

Pourtant, le cadre est clair :

« Les agents rappelés doivent être prévenus personnellement et oralement suffisamment à l'avance. »

Un simple changement sur un planning ne peut pas remplacer une information directe et claire adressée à l'agent concerné.

ET LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ?

Au-delà de l'aspect réglementaire, il existe également une question de respect.

Respect de la vie privée.

Respect du repos.

Respect de l'organisation familiale.

Respect de la dignité des personnels.

Est-il réellement acceptable de rappeler un agent sans l'avertir et de le considérer comme un simple nom que l'on déplace sur une feuille de service ?

NON, LES AGENTS NE SONT PAS DES NUMÉROS !

Ils ne sont pas de simples variables d'ajustement que l'on positionne, déplace ou rappelle sans aucune considération.

FO Justice déplore que la Direction Interrégionale, pourtant parfaitement informée de la situation, ait elle aussi abandonné la Maison d'Arrêt de Nancy-Maxéville, laissant un établissement déjà en grande difficulté s'enfoncer davantage.

FO Justice continuera à porter la voix des personnels, à défendre leurs droits, leurs conditions de travail et leur dignité.

FO Justice exige que la direction prenne enfin ses responsabilités et mette immédiatement en œuvre des mesures concrètes pour améliorer la situation.

FO JUSTICE SE TIENT PRÊT À PRENDRE SES
RESPONSABILITÉS.

2/2

